

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CPCU IVRY

185 rue de Bercy
CS 31203
75012 Paris

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006506515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement CPCU IVRY implanté 69 QUAI AUGUSTE DESHAIES 94200 Ivry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan d'actions élaboré et mis en oeuvre par les acteurs publics depuis plusieurs années dans la perspective d'améliorer la qualité de l'eau du fleuve en vue des épreuves de nage en Seine des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU IVRY
- 69 QUAI AUGUSTE DESHAIES 94200 Ivry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506515

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La CPCU exploite, en réseau, plusieurs chaufferies de chauffage urbain sur Paris et dans les départements périphériques. CPCU comprend une direction chargée de la distribution, une direction chargée de la Coordination de la Production, un service de la Production et des Réseaux avec un Pôle Nord (St Ouen et Vitry-sur-Seine) et un Pôle Sud (Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Paris : sites de Grenelle, Vaugirard et Bercy).

La chaufferie urbaine exploitée à Ivry-sur-Seine comporte 3 chaudières de 123,7 MWth soit une puissance totale de 371,1 MWth. Ces générateurs initialement alimentés au fioul lourd (FOL) à Très Très Basse Teneur en soufre ont été modifiés en 2014 et 2015 pour fonctionner désormais exclusivement au gaz. Cette modification substantielle a fait l'objet d'une demande d'autorisation en 2013.

Les deux réservoirs de fioul lourd de 6 500 m³ chacun (RF01 – RF 03) ont définitivement cessé d'être exploités au 31 août 2015.

Chaque chaudière fonctionne environ 500 h par an. La chaufferie est soumise au système d'échange des quotas de gaz à effet de serre.

L'eau alimentant les chaudières provient du retour des condensats du site CPCU de Vitry-sur-Seine.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Epuration et d'évacuation des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
2	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4 3 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement tenu et correctement surveillé. L'exploitant est réactif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Epuraton et d'évacuation des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection des plans des installations des points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés, conformément aux dispositions de l'article R 512-47 du code de l'environnement. L'inspection constate à la lecture desdits plans qu'il n'y a pas de rejet en Seine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4 3 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées

par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
Constats : Arrêté préfectoral 2017/2911 du 9 août 2017 L'exploitant déclare que les eaux pluviales recueillies sur l'ensemble du site sont récupérées en bache en sous-sol. Elles sont analysées et tamponnées en tant que de besoin avant rejet au réseau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.
Constats : L'exploitant déclare que les eaux d'extinction incendie sont retenues dans le réseau des eaux pluviales. Pour autant, il n'est pas en mesure d'assurer à l'inspection qu'un volume utile de rétention pour lesdites eaux d'extinction est disponible en permanence. Il convient que l'exploitant justifie du dimensionnement du dispositif de rétention pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux utilisées pour l'extinction, conformément aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel sus-mentionné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois